

INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION

Vers des actions internationales pour défendre l'ESR ?

→ par Marc Delepouve, secteur International

Du 14 au 16 novembre 2016 s'est tenue à Accra (Ghana) la 10^e Conférence internationale des syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) membres de l'Internationale de l'éducation (IE).

Cette Conférence se réunit tous les deux ans. Sa 10^e édition a constaté l'accroissement des politiques néolibérales dans l'ESR à l'échelle mondiale : accroissement de la précarité, affaiblissement des libertés académiques, gestion de moins en moins démocratique, baisse des financements publics et augmentation des financements privés (frais d'inscription, cursus payants, universités concurrentielles privées...), etc. Organisé pour la première fois en Afrique, cet événement a mis l'accent sur une recherche faiblement financée dans la plupart des pays du continent. Les enseignants-chercheurs n'y disposent généralement que de très peu de temps disponible pour la recherche, en raison du temps consacré à l'enseignement ; ainsi, au

Sénégal, l'effectif étudiant a fortement augmenté, alors que le nombre de collègues n'a que peu varié. En outre, de nombreux collègues du secteur public donnent des cours dans l'enseignement privé, afin de compenser la faiblesse des salaires.

La Conférence a décidé de proposer au bureau exécutif de l'IE, seule instance pouvant prendre des décisions entre deux congrès, de lancer des actions internationales de défense des libertés académiques et d'organiser une journée internationale contre la précarité dans l'ESR en 2017. Le bureau exécutif ouvrira-t-il des perspectives d'actions internationales effectives, permettant aux syndicats de l'ESR d'amplifier leurs luttes ? Si oui, les syndicats nationaux vont-ils s'en saisir ?



La Conférence a condamné les arrestations et les licenciements d'universitaires en Turquie et l'IE est engagée pour que les collègues victimes de cette situation soient libérés et/ou rétablis dans leurs fonctions. La Conférence a accueilli Miguel Ángel Beltrán, professeur à l'université de Colombie, emprisonné pour avoir défendu la pensée critique et récemment libéré. L'IE s'était mobilisée en sa faveur. ●